

Annonces du Premier ministre : une année noire pour la Fonction publique et ses agent·es !

COMMUNIQUÉ — MONTREUIL, LE 16 JUILLET 2025

LE SÉNAT vient d'évaluer à 211 milliards d'euros les aides allouées aux entreprises sans contreparties, ni contrôle ni suivi !

Alors que l'État soutient à bout de bras un capitalisme défaillant et destructeur du monde du travail et de la planète, le voilà une fois de plus épargné par « l'effort demandé à toutes et tous ». Ce serait au monde du travail, aux pauvres, aux malades, aux privé·es d'emploi, aux retraité·es, de payer l'addition. **Inadmissible !**

Les services publics sont à l'os ! Ils tiennent grâce à l'engagement quotidien au travail des agent·es public·ques. Pourtant, le Premier ministre annonce pour 2026, une baisse de la dépense publique de 44 milliards d'euros tout en augmentant de 6,5 milliards les dépenses militaires au nom d'une prétendue économie de guerre.

Alors que les inégalités ne cessent de progresser et de fracturer la société française, la Macronie veut encore dégrader les conditions de vie et de travail avec, entre autres :

- ▶ Une diminution des crédits allouée au financement de l'action publique, la suppression et la fusion d'agences, la suppression de 3000 emplois, le non remplacement d'un·e agent·e sur trois, le bradage du patrimoine immobilier de l'État et donc toujours moins de politiques publiques, de services publics et d'agent·es public·ques sur l'ensemble du territoire y compris en Outre-mer ;
- ▶ Une nouvelle augmentation des temps passés au travail avec la suppression de deux jours fériés s'ajoutant aux attaques portées contre le 1er mai ;
- ▶ Un gel des traitements, des salaires, des pensions, des retraites, des promotions catégorielles ;
- ▶ Un recul des crédits alloués aux politiques d'action sociale déjà largement sabrées ;
- ▶ Une nouvelle dégradation de la Sécurité sociale avec le déremboursement des médicaments, des « économies » sur les malades souffrant d'affections de longue durée qui ne seraient plus remboursés à 100 % ;
- ▶ De nouvelles « ponctions » sur les revenus des pensionné·es et des retraité·es.

Autant de mesures antisociales qui se feraient au détriment des droits et de la satisfaction des besoins fondamentaux des citoyen·es et des usager·es des services publics.

N'en jetez plus la coupe est pleine ! Nous ne devons pas et nous ne les laisserons pas faire. La Macronie ne saurait gouverner contre le monde du travail. Elle n'en a pas la légitimité.

L'Union fédérale des syndicats de l'État CGT en appelle aux agent·es public·ques pour débattre de leurs revendications et de la construction de l'indispensable mobilisation unitaire interprofessionnelle pour imposer d'autres choix.

DE L'ARGENT, IL Y EN A !
Allons le chercher en imposant une autre appropriation
des richesses produites par le monde du travail !